



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  située en haut à gauche de cette page Résana.

Tournage TF1

- A Etretat : détonations, hélicoptères, avions, chiens d'intervention... Que se passe-t-il depuis ce matin ? (Paris Normandie)
- Détonations, zodiacs et hélicoptères : pourquoi une partie du littoral est interdite d'accès à Étretat ? (76actu)

Économie et vie des entreprises

- Bras de fer enclenché entre salariés et direction de Borflex-Bobet au Grand-Quevilly (Paris Normandie)
- Les « Aspen » de Notre-Dame-de-Bondeville débrayent deux heures en raison d'un malaise général (Paris Normandie)

Social et société

- Grémonville. Association Emergence-s : 23 postes supprimés, Les Tilleuls épargnés (Le Courrier Cauchois)
- "Croire en soi-même" : quand une association rouennaise organise un concours d'éloquence pour les jeunes (ICI Normandie)

Sécurité

- Pas de blessé et dégâts limités après un incendie au cinéma Grand Mercure d'Elbeuf (Paris Normandie)
- Des supporters attaquent le Samu social, à Rouen, après la victoire du PSG en Ligue des champions : plaintes déposées (Ouest France)
- Lillebonne. Un commerce de kebab victime d'un cambriolage en pleine nuit (Le Courrier Cauchois)
- Un gros déploiement de pompiers : que s'est-il passé cette nuit autour du cinéma d'Elbeuf ? (76actu)

Collectivités locales et équipements publics

- « Des tomates à l'été 2027 » : la Métropole de Rouen installe ses premiers maraîchers de la ceinture verte (Paris Normandie)
- À Ymare, près de Rouen, le maire annule le marché nocturne après l'installation des gens du voyage (Paris Normandie)
- Municipales 2026 à Isneauville : le tribunal de Rouen rejette le recours déposé par la maire sortante (Paris Normandie)
- Violences sexuelles à la crèche Pierre de Lune de Rouen : un appel à témoins pour "libérer la parole et inciter les parents à franchir le pas" (France 3 Normandie)

Justice

- Action contre le cimentier Lafarge en Normandie : les peines requises plus lourdes lors du procès en appel (Ouest France)
- Le secrétaire général de la mairie dépose plainte pour harcèlement contre la nouvelle maire en Seine-Maritime (76actu)
- "Une indemnisation ne répare pas le chagrin" : Mort du Professeur Thierry Frébourg, le CHU de Rouen condamné (France 3 Normandie)

Environnement

- Baisse des nappes d'eau en Seine-Maritime, la préfecture déclenche la vigilance (Paris Normandie)
- Seine-Maritime. L'usage de l'eau pourrait être restreint cet été, la Préfecture anticipe la sécheresse (Le Courrier Cauchois)
- Sécheresse : l'ensemble de la Seine-Maritime placée en vigilance par la préfecture (ICI Normandie)
- Seine-Maritime. Le département passe en vigilance pour la ressource en eau : "Des restrictions d'usage pourraient intervenir" (Tendance Ouest)

Santé

- Cantines scolaires : la Ville de Dieppe dépasse largement les objectifs fixés par la loi EGalim (Paris Normandie)

Patrimoine

- « Il y a une méconnaissance totale. » C'est quoi cet insecte mangeur de bois qui grignote Rouen ? (Paris Normandie)

A Etretat : détonations, hélicoptères, avions, chiens d'intervention... Que se passe-t-il depuis ce matin ?

Christophe Frebou

1-2 minutes

La préfecture de Normandie et de la Seine-Maritime a dû prévenir au dernier moment sur ses réseaux sociaux. « Accès interdit sur les plages, falaises et zones côtières ».

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Et pour cause, d'importants moyens aéroterrestres et marins vont être déployés sur le secteur à partir du jeudi 4 juin 2026 dès 8 heures et jusqu'au vendredi 5 juin 11 heures sur les secteurs du golf d'Étretat, de la falaise d'aval d'Étretat et de la valleeuse d'Antifer sur la commune du Tilleul.

En terre, en mer et dans les airs

Un déploiement conséquent puisque les autorités évoquent tout de même dans les airs des hélicoptères et des avions, sur terre des motocross et des chiens d'intervention, en mer des bateaux semi-rigides de type Zodiac.

Tout un arsenal qui ne sera pas sans causer quelques nuisances y compris sonores. D'autant que la préfecture prévient, des bruits possibles de détonations sont envisagés.

Mais alors que se passe-t-il ? La réponse tenait simplement en deux mots, en tout début d'alerte des autorités : tournage TF1.

Détonations, zodiacs et hélicoptères : pourquoi une partie du littoral est interdite d'accès à Étretat ?

Mathieu Charré

2-3 minutes

Ces jeudi 4 et vendredi 5 juin, une partie du littoral d'Étretat est interdite d'accès, et un important dispositif mis en place. La raison ? Un tournage. Précisions.

Sur le même thème

[Falaises d'Étretat](#)



Ces jeudi 4 et vendredi 5 juin, une partie des plages, falaises et zones côtières est interdite à Étretat. (©LB/76actu)

Par [Mathieu Charré](#) Publié le 4 juin 2026 à 8h18

Si vous entendez des détonations aux alentours [d'Étretat](#), pas de panique : la réalité a simplement rattrapé la fiction. Ces jeudi 4 et vendredi 5 juin 2026 **une partie du littoral est interdite d'accès** et un important dispositif mis en place, nous apprend la préfecture de Normandie et de Seine-Maritime. La raison : un tournage.

Un tournage pendant deux jours dans les airs, sur terre et en mer

C'est la chaîne de télévision TF1 qui organise ce tournage pendant un jour et demi, et pousse la préfecture à interdire plages, [falaises](#) et zones côtières. À en croire le dispositif, on doit être sur un projet où l'action est présente : des hélicoptères et avions pourront sillonner le ciel, des zodiacs fendront les vagues, des motocross et chiens d'intervention fouleront le littoral.

Les promeneurs seinomarins ne pourront pas accéder aux côtes depuis la falaise d'aval d'Étretat jusqu'à la valleuse d'Antifer, sur la commune du Tilleul, en passant par le golf d'Étretat. L'interdiction court ce jeudi 4 juin de 8 h à 16 h, puis vendredi 5 juin de 8 h à 11 h.

À lire aussi



- [« Faire sonner une sirène à l'approche de la marée » : l'idée du nouveau maire d'Étretat face aux touristes imprudents](#)

La préfecture demande de « respecter les consignes de circulation

pour la sécurité de tous ».

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Bras de fer enclenché entre salariés et direction de Borflex-Bobet au Grand-Quevilly

Benoît Marin-Curtoud

~2 minutes

Malgré le passage des averses ils tiennent bon, les quelques salariés de [l'entreprise Borflex-Bobet](#), qui sont en grève depuis mardi 2 juin 2026 au matin au Grand-Quevilly.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Ils ont installé un barnum à la hauteur des grilles de l'entreprise, le long du boulevard Pierre-Brossolette, pour avertir les riverains et ceux qui passent par là de leur action.

Un 13e mois réclamé

« Il s'agit d'une grève où la quasi-totalité des salariés de la production, soit à peu près dix personnes, participent. Ils ont déposé un préavis de grève dans les formes, même si ce n'était pas obligé, mais la direction ne les a reçus que la veille et n'a pas souhaité négocier. La direction semble jouer le pourrissement du conflit », estime David Ruis, secrétaire général CGT de L'union locale Quevilly-Couronne.

Les salariés réclament de percevoir, *« comme dans les autres sites du groupe »*, un 13e mois et veulent négocier les salaires.

Le site du [Grand-Quevilly](#) appartient au groupe Borflex, spécialiste de

la conception, du prototypage et de la fabrication de pièces élastomères et de profils composites pultrudés (procédé de mise en œuvre en continu de tubes et profilés en matériaux composites) et de pièces composites moulées. Avec douze sites de production, le groupe compte 390 salariés et génère 65 M € de chiffres d'affaires.

Les « Aspen » de Notre-Dame-de-Bondeville débrayent deux heures en raison d'un malaise général

Benoît Marin

5-7 minutes

Une bonne partie des quelque 600 salariés de la société pharmaceutique Aspen, à Notre-Dame-de-Bondeville, ont débrayé deux heures, mercredi 3 juin 2026. Si la revendication d'une prime d'intéressement a été l'élément déclencheur, le malaise est plus profond.



Les salariés se sont rassemblés à partir de 10 heures devant l'entrée principale de la société Aspen, à Notre-Dame-de-Bondeville. - Photo DR



Par Benoit Marin

Publié: 3 Juin 2026 à 15h34 Temps de lecture: 1 min

« *C'est un mouvement assez spontané qui signe une forme de mécontentement général* », détaille une source syndicale pour décrire le débrayage de deux heures qui a eu lieu mercredi 3 juin 2026 dans l'enceinte de la société pharmaceutique Aspen de [Notre-Dame-de-Bondeville](#).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

A l'appel de la CGT, de la CFE-CGC et d'UNSA, les salariés se sont retrouvés dehors pour deux heures notamment parce que les négociations pour obtenir une prime d'intéressement étaient à ce moment-là au point mort. « *On devrait avoir une reprise des négociations, c'est ce que la direction nous a annoncé oralement, dans les prochains jours* ».

Juste après 200 suppressions d'emplois

Pour les sources syndicales, ce mouvement d'humeur des salariés signe surtout un mécontentement un peu plus général constaté au sein de l'entreprise. Deux cents emplois ont été supprimés entre 2025 et 2026, dont 90 CDI. « *Nous sommes devenus des façonniers* », regrette Christophe Levasseur (CGT), c'est-à-dire une entreprise répondant aux commandes d'autres après avoir vendu ses brevets.

Le site avait été créé en 1968 à Notre-Dame-de-Bondeville et était sous la férule des laboratoires Choay pour la production de médicaments injectables stériles, avant de passer sous le giron de Sanofi en 1984 puis du groupe sud-africain Aspen en 2014-2015.

Lire aussi



[À Rouen, 23 licenciements en vue au sein de l'association d'accompagnement social Emergence-s](#)



[« Il y a une méconnaissance totale. » C'est quoi cet insecte mangeur de bois qui grignote Rouen ?](#)





[Nouveau à Rouen : le restaurant Pulp Lunch mise sur les saveurs de l'Afrique pour séduire](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Notre-Dame-de-Bondeville \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[À Rouen, 23 licenciements en vue au sein de l'association d'accompagnement social Emergence-s](#)



« Il y a une méconnaissance totale. » C'est quoi cet insecte mangeur de bois qui grignote Rouen ?



Nouveau à Rouen : le restaurant Pulp Lunch mise sur les saveurs de l'Afrique pour séduire





[Football. « C'est une première » : un jeune attaquant du Rouen Sapins FC signe pro avec un club européen](#)



[La Braderie du printemps 2026 démarre à Rouen : dates, quartiers et commerces concernés](#)



[Festival RAR des antiquaires à Rouen : c'est quoi ce plat qui pourrait se vendre jusqu'à 200 000 euros ?](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

PARIS**NORMANDIE**

[Retour en haut du site](#) [Région](#) [Rouen](#) [Le Havre](#) [Évreux](#) [Dieppe](#)
[Fécamp](#) [Vernon](#) [Louviers](#) [Yvetot](#) [Bernay](#) [Bolbec](#) [Pont-Audemer](#)
[Elbeuf](#) [Lillebonne](#) [Neufchâtel-en-Bray](#) [Deauville et sa région](#) [Caen](#)
[Faits divers](#) [France Monde](#) [Pratique](#) [Emploi](#) [Immobilier](#) [Sports](#) [Loisirs](#)
[Économie](#) [Politique](#) [Vidéos](#) [Agenda](#) [Index journalistes](#) [La Voix du](#)
[Nord](#) [L'Union](#) [Le Courrier picard](#) [L'Aisne nouvelle](#) [L'Est Eclair](#)
[L'Ardennais](#) [Nord Littoral](#) [Le Messenger](#) [Le Soir](#) [Sud Info](#)

Grémonville. Association Emergence-s : 23 postes supprimés, Les Tilleuls épargnés

Ghislain Annetta

3-4 minutes

Le couperet est tombé mercredi 3 juin à Rouen. Les responsables de [l'association Emergence-s](#) ont présenté le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) aux représentants du personnel. 23 postes sont supprimés. De nombreuses catégories professionnelles sont concernées : travailleurs sociaux, agents administratifs, agents de maintenance, surveillant de nuit, chefs de service, etc. [Le site cauchois Les Tilleuls](#) à Grémonville échappe aux fourches caudines de cette mesure. Il abrite 56 personnes grâce à un accueil d'urgence, un centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) ainsi qu'une pension de famille.

Solidarité avec les collègues rouennais

Si la structure cauchoise est épargnée, la solidarité est de mise avec les collègues rouennais. *"Les salariés sont sous le choc et surtout n'ont pas de réponse concrète à leurs questions"*, explique une employée de l'association. Ils apprécient peu d'apprendre cette nouvelle avant les vacances.

"C'est plus Emergency que Emergence-s"

Il se pourrait donc que des mobilisations soient organisées comme celle du lundi 1^{er} juin dans la matinée. Une vingtaine de grévistes ont distribué des tracts aux usagers de la route, sur la départementale 929, entre Yvetot et Yerville. Ils se sont installés sur le rond-point de l'Excalibur, à la limite entre Motteville et Grémonville. Le carton qu'ils avaient accroché au poteau était explicite : *"Aujourd'hui, c'est plus Emergency que Emergence-s"*.

Des personnes en difficulté menacées

L'association Emergence(s) accueille et accompagne des personnes en difficulté sociale : isolement, manque d'argent, problèmes de santé, etc. *"Si nous perdons notre emploi, elles ne seront plus ou mal encadrées et termineront dans la rue"*, redoutaient les manifestants. Ils considèrent leur mission sociale comme *"d'utilité publique essentielle et vitale sur le territoire"*.

"De la maltraitance"

Mais leur association, en proie à *"une baisse des financements publics"*, a engagé un plan de retour à l'équilibre en 2023. Elle a été placée en redressement judiciaire il y a un an. Les effectifs ont fondu, passant de 348 à 283. *"Nous avons fait des efforts, même sur les stylos. Les salariés ont tenu la baraque sans chefs de service, ni directeur à certaines périodes."* Ils se sentent *"au bord de la maltraitance"* vis-à-vis des publics accueillis. Les mots sont forts mais traduisent bien le désarroi de ces professionnels, souvent très engagés dans leur mission. Le directeur Antoine Raulet est venu à la rencontre des grévistes sur le rond-point, lundi. Il ne s'est pas montré plus précis sur le PSE avant l'échéance du 3 juin. *"C'est le cadre légal"*, justifiait-il.

"Croire en soi-même" : quand une association rouennaise organise un concours d'éloquence pour les jeunes

Marianne Naquet

7-9 minutes

Dogan Altundere, président de l'association rouennaise "L'Eloquence des possibles". © Radio France

Diffusé le jeudi 4 juin 2026 à 7:44

Publié le jeudi 4 juin 2026 à 7:44

"Prouver que leur voix compte, leur donner le micro" : le message du président de l'association rouennaise L'Éloquence des possibles ce jeudi 4 juin sur ICI Normandie, alors que la finale d'un concours d'éloquence a lieu cet après-midi, avec sept jeunes qualifiés. Dogan Altundere est notre invité.

C'est la finale ce jeudi 4 juin 2026 au Cirque-Théâtre d'Elbeuf à partir de 14h, la finale du concours d'éloquence porté par l'association Éloquence des Possibles. **Elle accompagne 125 jeunes issus de différents territoires de la métropole rouennaise.** La structure a été créée et présidée par un Rouennais de 27 ans, Dogane Altundere. Il a grandi dans les quartiers prioritaires. *"Je suis un enfant des quartiers de l'agglomération rouennaise, enfant d'immigré d'origine kurde",* raconte-t-il sur ICI Normandie. *"Ma mère était analphabète, illettrée, mais c'était la femme la plus incroyable que je connaisse. Elle est liée pour beaucoup à la réussite de mes frères et*

soeurs, non pas pour un soutien matériel ou intellectuel, mais simplement par sa présence. Le simple fait qu'elle ait eu confiance en nous, sans jamais douter, ça fait la différence, avec l'éducation qu'elle nous a apportée", confie-t-il.

Dogane Altundere est, **à 27 ans, doctorant et chargé d'enseignement en droit administratif**, à la fac de droit, d'économie et de sciences politiques à Rouen. Lorsqu'il était plus jeune, il dit avoir manqué de *"personnalités qui l'ont inspiré, si ce n'est mon grand frère, qui a mené des études de médecine à bien, qui est le premier à avoir fait des études supérieures dans notre famille. Quand on grandit dans une famille où on n'a pas de figure de représentation autre, c'était soit le chantier, soit la restauration, comme beaucoup de Kurdes, enfants d'immigrés."*

"Une association pour rendre la pareille"

"Je m'étais juré, quand j'étais en deuxième année de mes études de licence, que je me rendrais utile", explique-t-il, d'où la création il y a un an de cette association dont il est le président, "L'éloquence des possibles". "Je voulais rendre la pareille parce que, comme je le dis avec grande fierté, je suis un pur produit, un enfant de la République, cette République qui permet justement à nos autres enfants d'immigrés, d'analphabètes, d'illettrés, de réussir". Il tient tout de même à rappeler que la France reste "le pays qui reproduit le plus d'inégalités sociales". Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le rapport du PISA (le Programme international pour le suivi des acquis des élèves) de 2022, et j'ai l'intime conviction que nous, en tant que société civile, on a notre rôle à jouer et qu'on ne peut pas à chaque fois donner des invectives en direction du gouvernement."

L'association **propose des séances d'une à deux heures toutes les deux semaines**, de prise de parole en public. Elle accompagne 125 jeunes, du collège Diderot de Petit-Quevilly, auprès d'une classe

de 3^e au lycée professionnel Colbert de Petit-Quevilly et à Rouen au collège Camille Claudel ainsi qu'à l'association Espoirs Jeunes à Petit-Couronne, au collège Louis Pasteur, ou encore au collège le Cèdre à Canteleu et aussi à l'association APER, Association Prévention Est de Rouen, de Darnétal. *"L'éloquence pour nous c'est le prétexte, c'est vraiment tous les messages et les signaux qu'on essaye de véhiculer autour, notamment de prise de confiance en soi. Certains ne vont pas croire en vous, mais les premières personnes qui doivent croire en vous, c'est vous-même"*. Elle compte 110 adhérents, principalement des étudiants en droit, en sciences politiques, en médecine, en sciences du langage.

Comment va se passer la finale ?

Les sept jeunes qualifiés pour **la finale cet après-midi, à laquelle assistera l'ancien président de la République, François Hollande**. Comment va se dérouler cette finale ? *"Et bien, on leur a laissé carte blanche, pour choisir leurs propres sujets, divers et variés. Ce sont des élèves de la sixième jusqu'à la troisième. Certains parlent des inégalités entre les femmes et les hommes, ça c'est le sujet d'un petit garçon. D'autres vont parler de l'importance de l'adoption, d'autres de l'immigration. Ce sont vraiment des sujets divers et variés, ils vont s'affronter à l'issue de leur prise de parole, les membres du jury et le public vont voter et le premier lauréat sera gâté"*. Il va en effet recevoir un Mac, il y aura aussi des trophées et un voyage au Parc Astérix.

- [Rouen](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Éducation nationale](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Écoutez d'autres épisodes de l'émission

[Passer la section](#)

C'est une première cette année : Le Havre accueille l'arrivée de la Solitaire du Figaro Paprec. Les skippeurs doivent arriver dans la nuit de mercredi 3 au jeudi 4 juin 2026 et clore une dernière étape trépidante et très disputée.

Le 03/06/2026

Des parents d'élèves, enseignants, syndicats et l'opposition municipale de gauche dénoncent l'état des écoles publiques du Havre. Des écoles "vieillissantes datant des années 1970" explique l'adjointe au maire chargée des bâtiments sur ICI Normandie, ce mardi 2 juin 2026.

Le 02/06/2026

Quatre militants écologistes comparaissent à partir de ce lundi 1^{er} juin, soupçonnés d'avoir participé à l'action contre le cimentier Lafarge à Val-de-Reuil, en décembre 2023. Chloé Chalot, avocate rouennaise, défend plusieurs d'entre eux.

Le 01/06/2026

Quatre plaintes pour agressions sexuelles ont été déposées par des parents, a confirmé ce jeudi 28 mai le procureur de Rouen, après les révélations de la suspension de trois agents de la ville de Rouen pour des suspicions de violences sexuelles.

Le 29/05/2026

Continuez votre lecture

[Passer la section](#)

- Le nombre de dermatologues en Seine-Maritime a baissé de 9.8% entre 2015 et 2026 pour atteindre 4,6 praticiens pour 100.000 habitants. Dans l'Eure, leur nombre a été divisé par quatre. Il y en a 0,7 pour 100.000 habitants.

Le 27/04/2026

- Il a décidé d'ouvrir sa boulangerie ce vendredi 1er mai 2026 malgré un certain flou juridique : le vice-président à Rouen de la Fédération de la boulangerie-pâtisserie et lui-même boulanger à Sotteville-lès-Rouen est l'invité de ICI Normandie.

Le 01/05/2026

- Depuis 2015, Jérôme Sturer ne manque pas un seul des rendez-vous annuels de l'Eurovision. Cet habitant d'Évreux est arrivé à Vienne en Autriche ce samedi 9 mai 2026 pour vivre le concours de l'intérieur. Il est l'invité de ICI Normandie ce vendredi 15 mai 2026.

Le 15/05/2026

- Le restaurant K+1, un établissement inclusif, va définitivement fermer fin mai 2026, suite à de grandes difficultés économiques. Vincent Thébault, le président de l'association Prépare-toit, à la tête du restaurant, est l'invité de ICI Normandie, ce lundi 18 mai 2026.

Le 18/05/2026

Pas de blessé et dégâts limités après un incendie au cinéma Grand Mercure d'Elbeuf

Frédérique Thullier

~1 minute

Un incendie s'est déclaré le mercredi 3 juin 2026 en fin de soirée au cinéma Grand Mercure à Elbeuf. Les sapeurs pompiers se sont déployés en nombre et ont rapidement maîtrisé les flammes.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Il n'y a pas de blessé, rassure le maire de la ville, Djoudé Merabet, au lendemain du départ de feu. L'origine de l'incendie est indéterminée. Des recherches sont menées. L'évaluation des dégâts est en cours ainsi que l'impact sur le déroulement des travaux. »

20 mois de travaux

Le cinéma fait en effet l'objet d'importants travaux depuis un mois. Il s'agit de le rénover, d'y adjoindre deux salles, d'améliorer ses performances énergétiques et de créer un accès à l'étage pour les personnes à mobilité réduite.

Pendant ces travaux, qui sont prévus pour durer une vingtaine de mois, deux salles restent ouvertes au public.

Des supporters attaquent le Samu social, à Rouen, après la victoire du PSG en Ligue des champions : plaintes déposées

Bénédicte Charles-Munch

5-7 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Samedi 30 mai 2026, après la victoire du Paris Saint-Germain face à Arsenal, en finale de la Ligue des champions, la fête a dégénéré, un peu partout en France. À Rouen, en Seine-Maritime, le véhicule du Samu social a été pris pour cible par des supporters. Deux plaintes viennent d'être déposées.

L'Autobus Samu social de Rouen (Seine-Maritime) a été attaqué et vandalisé, samedi 30 mai 2026, à Rouen (Seine-Maritime), lors de la fête pour célébrer le sacre du PSG en Ligue des champions.

Lire aussi : [Jets de bouteille, rixes, voiture brûlée, pompiers ciblés... À Caen, des incidents après la victoire du PSG](#)

Selon Élodie Meunier, la directrice du Samu social, contactée par nos confrères d'Actu.fr, « **nous avons été appelés par le 115 pour venir en aide à une personne, rue Jeanne-d'Arc. Puis notre camion s'est retrouvé dans une foule** ».

Lire aussi : [PSG - Arsenal. « Une fois, c'est historique ; deux fois, c'est légendaire » : le Parc des princes en feu pour le sacre](#)

Pendant une quinzaine de minutes, des individus ont encerclé et craché sur le véhicule, et insulté les bénévoles, qui ont, malgré tout, poursuivi leur maraude, mais qui sont aujourd'hui « **fortement choqués** ».

Lire aussi : [Ligue des champions. Du Champ-de-Mars à la folie du Parc des Princes, revivez la folle journée de célébrations du PSG](#)

Plus de maraudes lors des gros matches ?

À la suite de ces événements, l'association a porté plainte, tout comme un bénévole. Et la directrice de l'association s'interroge sur la poursuite de ce service rendu aux personnes à la rue. « **Peut-être qu'on ne maraudera pas lors des gros matches de la Coupe du monde.** »

Le soir de la finale, après la victoire des footballeurs parisiens, [15 interpellations ont eu lieu en Seine-Maritime](#). Onze personnes ont été placées en garde à vue et six fonctionnaires de police ont été légèrement blessés, selon le bilan dressé par la préfecture, au lendemain des débordements.

Lillebonne. Un commerce de kebab victime d'un cambriolage en pleine nuit

Luc Gallais

~2 minutes

Mauvaise surprise au petit matin, mercredi 3 juin, pour le Kebab City, un commerce de restauration rapide située dans la rue Henri-Messenger à [Lillebonne](#). *"J'ai été prévenu à 6h30 par un ami qui passait dans le coin, je me suis vite rendu sur place pour constater les dégâts et appeler la police"*, indique Lahoucine Abba, son gérant. La porte d'entrée a été forcée et brisée.

Moins de 100 euros et quelques canettes

[Le ou les cambrioleurs](#) ont pu dérober un maigre butin, un fond de caisse de moins de 100 euros et quelques canettes... Plusieurs agents sont venus faire des constatations dans la matinée. Le commerce, lui, a pu ouvrir ce mercredi. *"On ferme les portes vers 22 heures, donc cela a dû se produire en pleine nuit"*, poursuit Lahoucine Abba. Selon nos informations, un marteau a été retrouvé à l'intérieur du restaurant, il semble avoir été utilisé pour casser la porte d'entrée. *"J'ai appris par des ouvriers [du chantier du Forum du parc](#) (situé à l'angle des rues Henri-Messenger et du D^r Léonard, N.D.L.R) que des personnes ont tenté de forcer un bungalow pour piquer du matos, le marteau pourrait venir de là"*, confie Lahoucine Abba, qui a déposé plainte auprès du commissariat local.

Un gros déploiement de pompiers : que s'est-il passé cette nuit autour du cinéma d'Elbeuf ?

Aurélien Delavaud

~2 minutes

Le mercredi 3 juin 2026, dans la soirée, un important dispositif de pompiers a été déployé pour maîtriser un incendie au cinéma d'Elbeuf.

Sur le même thème

[Cinéma](#)

[Pompiers](#)



Dans la soirée du mercredi 3 juin 2026, un incendie s'est déclenché

dans le cinéma Mercure d'Elbeuf (Seine-Maritime). ©Photo transmise par un lecteur

Par [Aurélien Delavaud](#) Publié le 4 juin 2026 à 8h11

Les rares passants, à cette heure tardive, ont été surpris par l'important **dispositif de secours** déployé.

Le mercredi 3 juin 2026, vers 23 heures, les **pompiers** sont intervenus dans le centre-ville d'[Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#), pour un incendie dans les locaux du **cinéma** Grand Mercure.

Pas de blessé et dégâts légers

Selon nos informations, au lendemain de l'incident, le feu a pu être maîtrisé par les pompiers et les dégâts sont « légers » dans le bâtiment.

Plus important encore, il n'y a **pas eu de blessé**.

Dans la matinée du jeudi 4 juin 2026, la recherche de l'origine du sinistre est en cours. Pour rappel, le cinéma est actuellement dans une grande phase de [travaux de réhabilitation et fonctionne avec seulement deux salles](#).

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

« Des tomates à l'été 2027 » : la Métropole de Rouen installe ses premiers maraîchers de la ceinture verte

Mélanie Bourdon

5-7 minutes

Le projet de ceinture nourricière, porté par la Métropole de Rouen, est sur le point de se concrétiser avec l'installation de deux maraîchers en 2027 et deux autres en 2028.



D'ici la fin de l'année 2026, deux serres et un bâtiment seront construits sur cette parcelle, à Roncherolles-sur-le-Vivier (photo d'archives). - Paris Normandie





Par [Mélanie Bourdon](#)

Publié: 3 Juin 2026 à 18h05 Temps de lecture: 1 min

Lancé en 2018, le projet de [ceinture verte](#) de la Métropole de Rouen est sur le point de se concrétiser. « *Nous sommes en train de finaliser le bouclage financier pour le projet de Roncherolles-sur-le-Vivier* », débute Yves Soret, membre du conseil métropolitain, en charge de la création de la [ceinture nourricière](#) de la Métropole de Rouen.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Les permis de construire sont validés. « *Le go pourrait être donné en septembre. Deux serres et un bâtiment doivent être construits, ça peut aller vite.* » Des recrutements sont en cours : « *nous avons des contacts mais nous attendons que le projet se concrétise pour les finaliser* ». Si tout se passe bien, les deux maraîchers pourront s'installer sur la parcelle de quatre hectares qu'ils se partageront rue Bimare, à Roncherolles-sur-le-Vivier, début 2027 : « *vous devriez pouvoir manger des tomates l'été prochain* », sourit l' élu.

20 tonnes de nourriture par hectare

En principe, les parcelles sont dimensionnées pour que les maraîchers puissent vivre de leur travail : « *les parcelles seront aménagées, ils n'auront plus qu'à produire* ». Une parcelle d'un hectare, en maraîchage, permet de produire jusqu'à vingt tonnes de nourriture par an.

Ils seront libres de choisir comment vendre leurs marchandises : aux collectivités, aux particuliers, aux commerces locaux... « *Pour s'installer, il faut être technicien et commerçant. Il faut avoir le sens de la relation client.* »

« Ils pourraient commencer à exploiter, sans infrastructure, en 2027 »

Yves Soret, Élu métropolitain

En parallèle du projet de Roncherolles, la Société Coopérative d'Intérêt Collectif (Scic) locale [Ceinture Verte](#), qui gère les installations pour le compte de la Métropole, planche sur la création de deux autres maraîchages à Saint-Jacques-sur-Darnétal : « *ça pourrait aller très vite* », assure Yves Soret.

La municipalité, à qui appartient la parcelle qui devrait être exploitée, doit encore prendre une délibération pour adhérer à la Scic. « *Nous avons des porteurs de projets intéressés. Ils pourraient commencer à exploiter, sans infrastructure, dès 2027. Ils ont seulement besoin d'un accès à l'eau.* » Les serres devraient être construites courant 2028.

Si les communes de l'Est de la Métropole s'engagent pour la création d'une ceinture nourricière, les autres secteurs sont un peu à la traîne. « *Nous avons une roue de secours à l'Ouest* », affirme le conseiller métropolitain, sans vouloir préciser l'emplacement. « *Au Nord, c'est plus compliqué. La Métropole a des terrains sur la plaine de la Ronce, mais Bois-Guillaume a déjà installé des maraîchers sur sa commune. Il n'y a pas d'urgence à venir leur faire concurrence.* »

Quant au Sud : « *nous avons eu des pistes mais rien de concret pour le moment* ». Si la Scic souhaite tenir le rythme d'un projet par an jusqu'à la fin du mandat, elle va devoir aller séduire les zones les plus rurales de son territoire.

Lire aussi





À Rouen, 23 licenciements en vue au sein de l'association d'accompagnement social Emergence-s



« Il y a une méconnaissance totale. » C'est quoi cet insecte mangeur de bois qui grignote Rouen ?



Nouveau à Rouen : le restaurant Pulp Lunch mise sur les saveurs de

[l'Afrique pour séduire](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#) [Roncherolles-sur-le-Vivier \(Seine-Maritime\)](#)
[Saint-Jacques-sur-Darnétal \(Seine-Maritime\)](#) [Métropole Rouen](#)
[Normandie](#)

Contenus sponsorisés

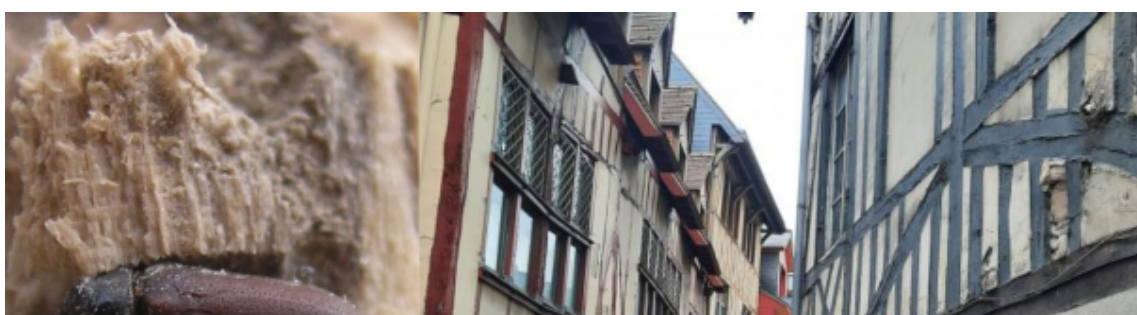
Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[À Rouen, 23 licenciements en vue au sein de l'association](#)
[d'accompagnement social Emergence-s](#)





« Il y a une méconnaissance totale. » C'est quoi cet insecte mangeur de bois qui grignote Rouen ?



Nouveau à Rouen : le restaurant Pulp Lunch mise sur les saveurs de l'Afrique pour séduire



[Football. « C'est une première » : un jeune attaquant du Rouen Sapins FC signe pro avec un club européen](#)



[La Braderie du printemps 2026 démarre à Rouen : dates, quartiers et commerces concernés](#)



[Festival RAR des antiquaires à Rouen : c'est quoi ce plat qui pourrait se vendre jusqu'à 200 000 euros ?](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

À Ymare, près de Rouen, le maire annule le marché nocturne après l'installation des gens du voyage

Robin Rioult

4-5 minutes

Le maire d'Ymare a décidé d'annuler le marché nocturne prévu samedi 6 juin 2026, invoquant des contraintes électriques et « une certaine tension » après l'installation de gens du voyage sur un terrain de football.



Plusieurs caravanes se sont installées sans autorisation à Ymare. La métropole n'a cependant pas d'aire de grand passage. - PND



Par Robin Rioult

Publié: 3 Juin 2026 à 17h55 Temps de lecture: 1 min

C'est une nouvelle qui déplaira aux amateurs de marchés nocturnes autour de Rouen. Ymar'ché passera à la trappe ce premier samedi du mois de juin. L'événement populaire, qui occupe traditionnellement le parc du Château de 17h à 21h, est obligé de faire une pause.

« *Malheureusement, j'ai pris la décision d'annuler notre prochaine édition* », assume [le maire, Laurent Guillot](#).

En plus des conditions météo aléatoires, l'élu a surtout dû prendre en compte un problème énergétique. « *Avec une puissance électrique diminuée, nous devons nous rendre à l'évidence : si nous maintenons cette édition, les foodtrucks ne pourront pas fonctionner.* » La mairie a testé plusieurs solutions de replis, mais aucune n'est satisfaisante sur le plan de la sécurité.

Éviter des situations tendues

Laurent Guillot ne le cache pas, « *la cellule de crise* » de la mairie a aussi dû prendre en compte une « *certaine tension* » qui s'est installée dans le village. Depuis le début du mois, dans le cadre d'une mission évangélique, une famille de gens du voyage s'est installée sur le terrain de foot de la commune.

« *La configuration du parc du Château fait que les distances réduites entre le terrain de foot et la place du Ymar'ché peuvent engendrer soit des comportements inappropriés, soit une fréquentation bien en dessous de ce que nous connaissons habituellement* », résume le maire.

Pour éviter de décourager les exposants, la municipalité a donc tranché, préférant assumer le mécontentement des habitués plutôt

qu'une « *situation malheureuse.* » Le prochain événement prévu sera donc la fête de la Saint-Jean, le 20 juin 2026. Le prochain Ymar'ché, quant à lui, aura lieu le samedi 4 juillet 2026.

Lire aussi



[À Rouen, 23 licenciements en vue au sein de l'association d'accompagnement social Emergence-s](#)



[« Il y a une méconnaissance totale. » C'est quoi cet insecte mangeur de bois qui grignote Rouen ?](#)





[Nouveau à Rouen : le restaurant Pulp Lunch mise sur les saveurs de l'Afrique pour séduire](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[À Rouen, 23 licenciements en vue au sein de l'association d'accompagnement social Emergence-s](#)



« Il y a une méconnaissance totale. » C'est quoi cet insecte mangeur de bois qui grignote Rouen ?



Nouveau à Rouen : le restaurant Pulp Lunch mise sur les saveurs de l'Afrique pour séduire





[Football. « C'est une première » : un jeune attaquant du Rouen Sapins FC signe pro avec un club européen](#)



[La Braderie du printemps 2026 démarre à Rouen : dates, quartiers et commerces concernés](#)



[Festival RAR des antiquaires à Rouen : c'est quoi ce plat qui pourrait se vendre jusqu'à 200 000 euros ?](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Municipales 2026 à Isneauville : le tribunal de Rouen rejette le recours déposé par la maire sortante

Jérémy Chatet

2-3 minutes

Le tribunal administratif de Rouen a débouté la maire sortante d'Isneauville Sylvie Laroche, en rejetant son recours contre le résultat des élections municipales. [Celle-ci avait annoncé fin mars](#) qu'elle et son équipe allaient contester administrativement le résultat des dernières élections municipales, où la liste menée par Véronique Chabran était sortie vainqueur pour seulement [8 voix d'écart](#).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Propos sexistes

L'ancienne maire de la commune de 3 700 habitants s'était plainte de faits de « harcèlement moral » de la part de la liste concurrente menée par Véronique Chabran, survenue pendant la campagne électorale. Principalement des [propos jugés sexistes](#) à son égard et proférés sur les réseaux sociaux.

Dans sa décision du 29 mai, le tribunal a estimé que les propos, bien que regrettables, n'ont pas « *fait l'objet d'une large diffusion [...] ils ne peuvent être regardés comme constitutives de manœuvre ayant pu altérer la sincérité du scrutin, alors même que l'écart de voix entre les deux listes est faible* ».

« Protestation rejetée »

Sylvie Laroche avait également contesté le déroulement du dépouillement dans le bureau de vote numéro 1, évoquant « *une situation anormale dans une salle exiguë avec une table tenue majoritairement par la liste de Mme Chabran avec un doute légitime sur la neutralité des opérations* ».

Toutefois, le tribunal a précisé que le procès-verbal des opérations électorales « *ne comporte aucune observation ou protestation sur ce point et que sont produites des attestations contredisant ces allégations, que le public présent ait adopté de gestes ou tenu des propos susceptibles de gêner les opérations de dépouillement ou de comptage* ».

En conséquence, « *la protestation de Mme Sylvie Laroche doit être rejetée en toutes ses conclusions* », conclut le tribunal administratif de Rouen.

Violences sexuelles à la crèche Pierre de Lune de Rouen : un appel à témoins pour "libérer la parole et incite

Robin Dussenne

3-4 minutes

Deux semaines après la suspension à titre conservatoire de trois agents municipaux à Rouen, un appel à témoins a été lancé sur les réseaux sociaux pour alerter les parents, dont les enfants pourraient avoir été victimes de violences sexuelles.

À Rouen, l'émotion est encore vive. [48 heures après une nouvelle réunion](#) entre les familles de la section des papillons où l'agent soupçonné d'agressions sexuelles sur mineurs travaillait, la directrice et la psychologue de la crèche Pierre de Lune, un papa (qui a préféré resté anonyme) a décidé de lancer un appel à témoins, en accord avec d'autres parents, sur les réseaux sociaux.

[L'appel à témoins a été partagé sur les réseaux sociaux. • © Capture d'écran Facebook](#)

"Deux agents sont actuellement mis en cause dans le cadre de plusieurs plaintes pour des faits présumés d'agressions sexuelles dans cette structure", peut-on lire en ligne. "L'un d'eux, un homme de 49 ans, exerçait dans la structure à partir de 2014."

L'objectif de cette publication Facebook (voir ci-dessus) est multiple : soutenir les familles qui se sentiraient démunies, inviter celles qui le souhaitent à porter plainte et alerter de l'affaire les parents dont les

enfants étaient autrefois inscrits dans la structure.

On en appelle à la responsabilité de chaque parent. On invite les parents qui ont un doute à contacter la cellule d'écoute de la Ville de Rouen ou les enquêteurs, directement.

Papa à l'origine de l'appel à témoins

Les parents à l'initiative de la démarche n'entendent pas recueillir eux-mêmes les témoignages, mais ont souhaité agir après avoir pris connaissance de signalements formulés par le passé, mais sans dépôt de plainte. *"Nous savons que les procédures judiciaires peuvent être longues et nous ne souhaitons pas que la tension redescende sur ce sujet"*, témoigne le papa à l'origine de la publication sur les réseaux sociaux.

Dans un courrier adressé aux parents de la crèche Pierre de Lune, que nous nous sommes procurés, la Ville assure n'avoir eu connaissance *"d'aucune plainte déposée en justice par des parents"* depuis le début du mandat précédent (2020). Concernant les périodes antérieures à 2020, il est précisé que des vérifications sont en train d'être faites auprès du procureur de la République, mais qu'à ce stade, il n'y a *"là non plus [pas] de trace de plainte"*.

L'appel à témoins invite à prendre contact par mail avec les services de la mairie, afin que *"les violences sexuelles dans le périscolaire [ne] restent [pas] dans l'ombre"*. Les familles qui le souhaitent peuvent envoyer un mail à ecouteenfance@rouen.fr ou contacter la cellule psychologique au 02 32 95 11 13, de 8h30 à 16h30.

Action contre le cimentier Lafarge en Normandie : les peines requises plus lourdes lors du procès en appel

Marc Braun

7-8 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

La cour d'appel de Rouen (Seine-Maritime) examinait lundi 1er et mardi 2 juin 2026 le recours de quatre militants écologistes réclamant leur relaxe. Après des peines de 6 à 10 mois de prison avec sursis requises en décembre 2024 par le tribunal judiciaire d'Évreux, après une expédition chez le cimentier Lafarge dans l'Eure, de 12 à 18 mois ont été demandés mardi.

Selon l'avocat général mardi, les prévenus n'ont pas assumé les conséquences de leurs actes, en l'occurrence de multiples dégradations sur le site Lafarge de Val-de-Reuil dans l'Eure le 10 décembre 2022, opérées par une centaine de militants écologistes. «Au final, [les peines requises sont alourdies](#), commente M^e Arnaud de Saint-Rémy, avocat du cimentier eurois. Je pense qu'il y a un risque de pourvoi en cassation, sachant que les prévenus ne veulent pas reconnaître la moindre responsabilité.»

Lire aussi : [« Lafarge noie le monde sous le béton » : avant le procès en appel, la détermination des militants écologistes condamnés](#)

Des militants qui n'assument pas selon l'avocat de

Lafarge

Revenant sur le deuxième jour de ce procès en appel, l'avocat souligne que «le parquet général, avec des mots sévères, a parlé de lâcheté... Et pour ma part, j'ai indiqué qu'il y avait un paradoxe dans cette affaire, avec d'un côté des militants qui se revendiquent de la défense de la cause climatique, et de l'autre n'assument pas d'avoir participé à [une opération commando préparée avec une minutie militaire](#), en venant de plusieurs coins de la Normandie pour se diriger vers Val-de-Reuil un dimanche, en s'alignant avec une combinaison blanche, avec une répartition des rôles entre ceux qui s'en sont pris aux bâtiments, aux outils de production... Au total, Lafarge béton évalue le préjudice matériel à 300 000 €, sans compter les conséquences sur plan humain et psychologique pour le personnel.»

Pour M^e Kalaf Fayçal, avocat d'un des prévenus, «nous avons discuté de l'infraction, de la matérialité de cette association de malfaiteurs qui n'est pas caractérisée pour les prévenus». Et de s'étonner : «On avait l'impression d'un procureur de la République qui n'avait pas la compréhension de la réalité du militantisme des prévenus, au contraire de la première instance. Il y a eu des propos peu nuancés, on a voulu les décrire comme des anarchistes. C'est aussi, évidemment, le jeu de la partie civile qui est en attente de dommages et intérêts.»

« Montrée comme une terroriste »

Lundi, parmi les militants jugés en cour d'appel, Christine Coulon, originaire de l'Orne, a bien voulu s'exprimer avant le début du procès, devant le Musée des Beaux-Arts à l'heure du montage d'un village de soutien. «Quand vous voyez débarquer chez vous cinq personnes à 6 h du matin, masquées, cagoulées, armées, et être embarquée, montrée comme une terroriste, je trouve ça scandaleux», lâche-t-elle.

L'enquête avait, en effet, été confiée à la sous-direction de l'antiterrorisme.

Lire aussi : [Action contre une usine Lafarge en Normandie : prison avec sursis pour quatre militants écologistes](#)

Christine Coulon n'a pas manqué de marteler que, selon elle et les associations qui soutiennent les prévenus, «c'est Lafarge qui a été condamné pour financement du terrorisme, versant plusieurs millions d'euros à des groupes djihadistes afin de maintenir l'activité d'une cimenterie». Véritable action militante écologique ou dégradations organisées, planifiées à Val-de-Reuil ?

Après des peines de 6 à 10 mois de prison avec sursis requises en décembre 2024 [par le tribunal judiciaire d'Évreux](#), cette fois des peines allant de 12 à 18 mois ont été demandées par le parquet.

La cour d'appel devrait rendre son verdict dans trois ou quatre semaines.

Le secrétaire général de la mairie dépose plainte pour harcèlement contre la nouvelle maire en Seine-Maritime

Augustin Bouquet des Chaux

~4 minutes

Secrétaire général de la mairie, Christophe Harleaux a décidé de déposer plainte pour harcèlement contre la nouvelle maire de Tôtes près de Dieppe, Stéphanie Cheval.

Sur le même thème

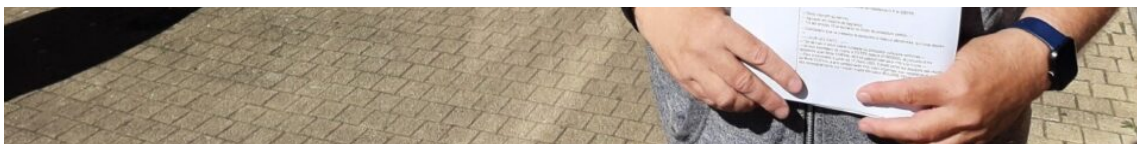
[Gendarmerie](#)

[Justice](#)

[Terroir-de-Caux](#)

Article réservé aux abonnés





Secrétaire général de la mairie de Tôtes près de Dieppe (Seine-Maritime), Christophe Harleaux a décidé de déposer plainte contre la nouvelle maire, Stéphanie Cheval. ©Les Informations Dieppoises

Par [Augustin Bouquet des Chaux](#) Publié le 3 juin 2026 à 12h06

L'installation de la nouvelle équipe municipale ne se fait pas sans heurts à [Tôtes](#) près de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#). Depuis l'élection de [Stéphanie Cheval](#) en tant que nouvelle maire, les tensions montent au sein de la mairie. La relation entre le secrétaire général, l'équivalent du directeur général des services mais pour une petite commune, et la nouvelle maire va d'ailleurs se régler devant la Justice. **Christophe Harleaux** a décidé de porter plainte pour harcèlement à l'encontre de la nouvelle première édile tôtaise.

« Des exigences loufoques »

« Au lendemain du second tour, juste avant l'installation officielle de la nouvelle équipe, on est venu me voir avec des exigences loufoques », assure Christophe Harleaux. Parmi les exigences qu'il juge « loufoques », la décision de la part de la nouvelle maire de prendre son bureau et de lui en donner un plus petit.

« Pendant trois semaines, j'ai été harcelé », assure le secrétaire général. Placé en arrêt de travail, il se définit comme « usé et détruit ».

« J'ai 61 ans et les médecins m'ont dit que je ne pourrai plus travailler. »

« Des fautes de gestion »

Selon lui, la nouvelle maire a déjà effectué de nombreuses « fautes de gestion ». « Avant, les élus n'avaient pas de téléphone, d'adresse mail

ou d'ordinateur. Elle a déjà dépensé 6 000 € pour un Mac et des iPhone. Et tout ça sans validation du conseil, ce qui est obligatoire pour les dépenses de plus de 4 000 €», affirme Christophe Harleaux.

Il réfute aussi les accusations le visant assurant qu'il avait mis des bâtons dans les roues à la nouvelle maire parce qu'il était proche de son concurrent et ancien maire, Jean-Yves Bilorré-Tennah. « C'est faux, une semaine avant la reprise de la mairie, j'ai réuni les équipes pour dire qu'il fallait bien accueillir les nouveaux élus. »

« Je vais laisser la Justice faire son travail »

Interrogée, Stéphanie Cheval ne souhaite pas entrer dans la polémique. « Je vais laisser la Justice faire son travail. J'ai été élue le 22 mars, monsieur Harleaux est en arrêt depuis le 3 avril. Avec les week-ends, on a travaillé ensemble moins de dix jours. Je suis étonnée d'apprendre qu'il y a une plainte pour harcèlement à mon encontre. Je n'ai pas encore été auditionnée et je suis disponible pour être entendue », conclut la maire de Tôtes.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

"Une indemnisation ne répare pas le chagrin" : Mort du Professeur Thierry Frébourg, le CHU de Rouen condamné

Myriam Libert

3-4 minutes

Le tribunal administratif de Rouen a condamné le CHU de Rouen, après la mort le 13 mars 2021 du Professeur et généticien Thierry Frébourg, décédé à la suite d'une erreur médicale dans ce même établissement où il exerçait. La famille salue le travail de la justice, mais attend toujours qu'un hommage soit rendu.

"Le centre hospitalier universitaire de Rouen a commis des fautes le 12 mars 2021 alors que Monsieur Thierry Frébourg y était pris en charge".

Le Tribunal administratif de Rouen a rendu sa décision le 21 mai dernier, reconnaissant pleinement la responsabilité du CHU de Rouen dans le décès du Professeur Thierry Frébourg, survenu le 13 mars 2021 à l'âge de 60 ans.

L'établissement devra indemniser la famille à hauteur de 160 000 euros.

Le généticien, chef du service de génétique du CHU de Rouen qu'il avait fondé en 1996, avait été pris en charge dans cet établissement pour une névrite optique en mars 2021. Les experts du Tribunal ont attesté que sa mort était bien due à une embolie gazeuse à forme pulmonaire, provoquée par les mauvaises conditions de l'ablation

d'un cathéter.

À la suite du décès du professeur Thierry Frébourg, sa famille avait saisi la commission de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux (CCI).

Deux ans et demi plus tard, le 25 octobre 2023, la chambre disciplinaire de l'ordre des médecins de Normandie avait rendu sa décision, et infligé un blâme au chef du service neurologie et quatre mois de suspension, dont deux avec sursis, au médecin neurologue qui suivait le Professeur Frébourg.

" Ce n'est pas une indemnisation qui répare le chagrin et le deuil " estime Olivier Frébourg, le frère de Thierry Frébourg, toujours très remonté contre le CHU de Rouen pour *"sa conduite indigne"*.

"Cette reconnaissance publique de la faute est importante pour tous les établissements. Le jugement du Tribunal administratif est rare et exemplaire" poursuit Olivier Frébourg.

La famille du professeur Frébourg s'est battue toutes ces années pour la reconnaissance de la responsabilité du CHU dans la mort de son parent, mais aussi pour que soit estimé l'immense préjudice de la perte de cet homme. Pour sa famille, mais aussi pour tous ceux qui ont profité dans un cadre professionnel ou personnel de la science de ce Professeur émérite.

"Le CHU de Rouen n'a jamais contesté sa responsabilité pour faute dans cette prise en charge qui a conduit au décès du Pr Thierry Frébourg et réaffirme sa profonde tristesse et ses condoléances à sa famille et ses proches", a communiqué le CHU après la décision du Tribunal.

L'établissement de santé devra indemniser les membres de la famille Frébourg, ses enfants, sa femme, son frère et ses parents, à hauteur de 160 000 euros, au titre des préjudices économiques et affectifs.

Si la famille est satisfaite de la reconnaissance de la faute du CHU,

elle souhaiterait désormais qu'un hommage officiel soit rendu au Professeur Thierry Frébourg.

Baisse des nappes d'eau en Seine-Maritime, la préfecture déclenche la vigilance

D.B

3-4 minutes

La préfecture de Seine-Maritime alerte sur le niveau des nappes d'eau. La baisse amorcée de celles-ci conduit le préfet a placé le département en « vigilance ». Des mesures restrictions d'eau pourraient être envisagées dans les prochaines semaines.



Le niveau des nappes d'eau inquiète la préfecture de Seine-Maritime.
- Photo d'illustration d'Aurelien Laudy



Par D.B

Publié: 3 Juin 2026 à 16h23 Temps de lecture: 1 min

Suite à la tenue d'un comité de suivi de la ressource en eau, mardi 2 juin 2026, la situation observée conduit le préfet de la Seine-Maritime, dans une logique d'anticipation, à déclarer la vigilance sur l'ensemble du département.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Concernant [la période de recharge des nappes](#), s'étalant de septembre 2025 à mars 2026, les précipitations ont connu une répartition très hétérogène avec, sur l'ensemble de la période, seulement trois mois à la normale (janvier) ou excédentaires (février et octobre dans une moindre mesure), les autres mois étant déficitaires.

Des restrictions à venir ?

Le niveau des nappes de référence est à ce jour autour de la moyenne pour la plupart des zones sécheresse, excepté pour la zone 4 (entre Fécamp et Dieppe) où le niveau est modérément haut, et la zone 6 (autour de Rives-en-Seine) où il est modérément bas. Et certaines zones sont sur le point de basculer en modérément bas notamment au nord-est de la Seine-Maritime et dans la région rouennaise.

La situation étant moins favorable qu'en 2025, elle devrait conduire à terme à [des mesures de restrictions d'usage](#), ces dernières ne devraient cependant pas présenter un caractère critique. Ce passage en « vigilance » de la Seine-Maritime implique dès à présent une sensibilisation de l'ensemble des usagers de l'eau appelés à un comportement citoyen, un suivi renforcé de l'état des ressources en

eau par les services de l'État et les exploitants des forages destinés à l'alimentation en eau potable, ainsi qu'une préparation des installations classées pour l'environnement en vue d'éventuelles restrictions (sensibilisation du personnel, établissement de plans d'actions).

Lire aussi

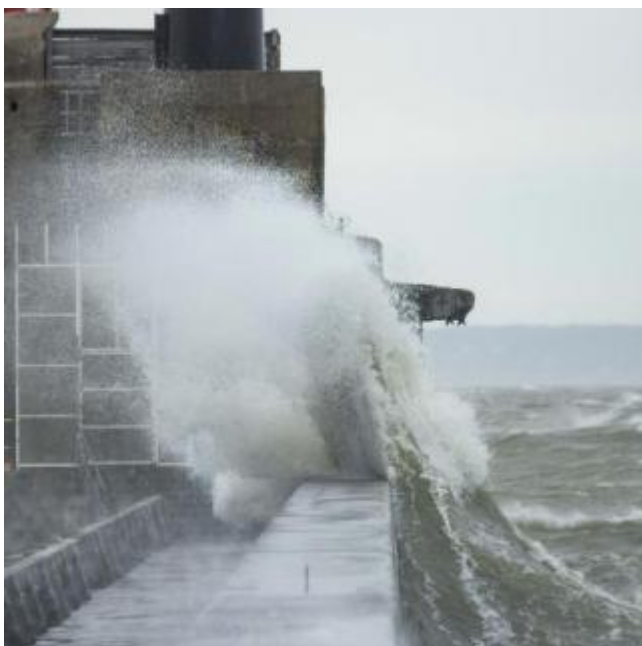


[Aux assises à Rouen, un duo de toxicomanes violents à l'origine de la mort d'un automobiliste](#)



[C'est quoi ce véhicule Renault qui circulait dans les rues d'Harfleur](#)

[mercredi 3 juin 2026 ?](#)



[Météo. Vigilances vent et orages en Normandie : quand la chaleur sera-t-elle de retour ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Dieppe](#) [Fécamp](#) [Rives-en-Seine \(Seine-Maritime\)](#) [Rouen \(Seine-Maritime\)](#) [Seine-Maritime](#)

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

Seine-Maritime. L'usage de l'eau pourrait être restreint cet été, la Préfecture anticipe la sécheresse

Julie Hervieux

4-5 minutes

Les Seinomarins seront-ils restreints sur l'usage de l'eau cet été ? C'est la question que nous pouvons nous poser après la réunion d'un comité de suivi de la ressource en eau ce mardi 2 juin. Plusieurs nappes phréatiques sont presque à sec, la situation est moins favorable qu'en 2025 et pourrait conduire à des restrictions d'usage. On fait le point.

Anticiper une période de sécheresse

Ce comité a permis de dresser et de partager un état des lieux à la suite de la période de recharge des nappes (comprise généralement entre les mois de septembre et mars de l'année suivante), et avant la période estivale. Ce fut également l'occasion d'aborder les études en cours sur la connaissance des volumes prélevables. A ce jour, quatre territoires de la Seine-Maritime sont concernés : bassins-versants du Cailly Aubette Robec, Bresle, Yères et Commerce. *"Ces études visent à améliorer la connaissance sur la ressource en eau, à identifier d'éventuels déséquilibres entre la ressource disponible et les usages actuels, à anticiper leurs évolutions futures et, le cas échéant, à définir les conditions d'une répartition équilibrée entre les différents usagers"*, précise la Préfecture dans un communiqué ce mercredi 3 juin.

Les nappes en difficulté

Les nappes se rechargent entre septembre et mars, mais les précipitations 2025 à 2026 ont connu une répartition très hétérogène avec, sur l'ensemble de la période, seulement trois mois à la normale (janvier) ou excédentaires (février et octobre dans une moindre mesure), les autres mois étant déficitaires. Le mois d'avril fut fortement déficitaire et mai proche de la normale. Les faibles précipitations des mois de mars et avril et la récente vague de chaleur se font également sentir sur l'indice d'humidité des sols qui se situe en dessous de la normale, malgré les quelques précipitations de mai.



L'état des nappes dans le département - Préfecture de la Seine-Maritime

Concernant les eaux souterraines, le niveau des nappes de référence est à ce jour autour de la moyenne pour la plupart des zones sécheresse, excepté autour de Veauville-les-Quelles où le niveau est modérément haut, et autour de Motteville où il est modérément bas. Actuellement, les nappes sont en phase de vidange sauf autour de Motteville où il y a des rebonds dus aux précipitations importantes de février. *"Si globalement le niveau des nappes est proche de la normale, certaines sont sur le point de basculer en modérément basses (pays de Bray et autour de Fontaine-le-Bourg)"*, ajoute la

Préfecture.

Les cours d'eau sont à sec

En Seine-Maritime, excepté dans le pays de Bray, les rivières sont en relation directe avec la nappe de la craie. Les niveaux de nappe influencent donc directement le débit de base des cours d'eau (débit de stabilisation du cours d'eau après une période sans pluie). A ce stade, le débit des cours d'eau est qualifié pour la majorité de "sec", excepté autour de Montivilliers où ils sont "proches de la normale".

"Les mois de mars et avril fortement déficitaires en pluviométrie et la vague de chaleur de la fin du mois de mai ont eu un effet sur la baisse des débits des cours d'eau", précise la Préfecture.

Quelles conséquences pour les Seinomarins ?

Ainsi, durant les prochains mois, des restrictions d'usage pourraient intervenir en particulier pendant l'été. *"Cette situation va conduire le préfet de la Seine-Maritime, dans une logique de sensibilisation et d'anticipation, à déclarer la vigilance sur l'ensemble du département"*, note la Préfecture. Ce passage en "vigilance" de la Seine-Maritime, acté lors du comité ressource en eau du 2 juin, implique dès à présent une sensibilisation de l'ensemble des usagers de l'eau (individuel, professionnels, collectivités), appelés à un comportement citoyen, un suivi renforcé de l'état des ressources en eau par les services de l'Etat et les exploitants des forages destinés à l'alimentation en eau potable, ainsi qu'une préparation des installations classées pour l'environnement en vue d'éventuelles restrictions (sensibilisation du personnel, établissement de plans d'actions).

Sécheresse : l'ensemble de la Seine-Maritime placée en vigilance par la préfecture

Emmanuel Grabey

3-4 minutes

Publié le mercredi 3 juin 2026 à 16:34

Le niveau des nappes phréatiques est globalement proche de la normale en Seine-Maritime, mais l'une d'entre elles a un niveau "modérément bas", et trois sont sur le point de basculer. Une situation qui conduit la préfecture à déclencher une vigilance sur l'ensemble du département.

La préfecture de la Seine-Maritime annonce, ce mercredi 3 juin 2026, placer l'ensemble du département en vigilance sécheresse, après une réunion du comité de suivi de la ressource en eau. La période de recharge des nappes phréatiques a été **globalement insuffisante** en Seine-Maritime, entre septembre 2025 et mars 2026. Seulement trois mois ont connu un niveau normal ou excédentaire de précipitations (le mois de février ayant été exceptionnellement arrosé), et le mois d'avril a été fortement déficitaire.

Les usagers de l'eau appelés à un "comportement citoyen"

"Concernant les eaux souterraines, le niveau des nappes de référence est à ce jour autour de la moyenne pour la plupart des

zones sécheresse", écrit la préfecture dans son communiqué, à l'exception d'une nappe dont le niveau est *"modérément haut"*, et une où le niveau est *"modérément bas"*. Cependant, **trois nappes sont sur le point de basculer** en *"modérément bas"*.

"La situation est moins favorable qu'en 2025 et devrait conduire à terme à des mesures de restrictions d'usage", estime la préfecture. Mais celles-ci ne devraient pas présenter un **caractère critique**.

Conséquence déjà perceptible : le **débit des cours d'eau**. La quasi-totalité est qualifiée de *"sec"*. Les températures très élevées de la fin mai début juin n'arrangent rien. *"Ce passage en « vigilance » de la Seine-Maritime [...] implique dès à présent une sensibilisation de l'ensemble des usagers de l'eau (individuels, professionnels, collectivités), appelés à un comportement citoyen"*, indiquent les autorités.

- [Sécheresse en France](#)
- [Eau](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Continuez votre lecture

[Passer la section](#)

- Selon les informations d'ICI Normandie, la préfecture de la Seine-Maritime a pris un arrêté ce jeudi 8 janvier 2026, en vue de fermer tous les établissements scolaires du département vendredi 9 au

passage de la tempête Goretti. La Seine-Maritime est placée en vigilance orange à partir de 22h.

Le 08/01/2026 à 13:50

- La préfecture de la Seine-Maritime déclenche le plan d'urgence hivernale "temps froid" à partir de ce vendredi 13 février 2026 jusqu'au mardi 17 février au matin. Deux gymnases sont ouverts à Rouen et au Havre, les maraudes sont renforcées.

Le 14/02/2026 à 07:23

- Les départements de la Seine-Maritime et de l'Eure sont placés en vigilance jaune vent par Météo-France ce samedi : la tempête Amy va souffler fort, avec des rafales jusqu'à 110 km/h.

Le 03/10/2025 à 15:20

- La Seine-Maritime et l'Eure vont repasser en vigilance orange neige et verglas ce mercredi 7 janvier 2026 à partir de 4h du matin.

Le 06/01/2026 à 10:45

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

Seine-Maritime. Le département passe en vigilance pour la ressource en eau : "Des restrictions d'usage pourraient intervenir"

Justine Carrère

~3 minutes

Des restrictions d'eau à venir en Seine-Maritime ? Mardi 2 juin, un comité de suivi de la ressource en eau (anciennement comité "sécheresse") s'est tenu. Il a permis de dresser un état des lieux à la suite de la période de recharge des nappes, comprise généralement entre les mois de septembre et mars de l'année suivante, et avant la période estivale. *"L'occasion d'évoquer les orientations à privilégier pour sensibiliser et envisager les éventuelles mesures de restrictions qui pourraient à terme être nécessaires"*, indique la préfecture de Seine-Maritime mercredi 3 juin. La situation observée conduira le préfet de la Seine-Maritime, *"dans une logique d'anticipation, à déclarer la vigilance sur l'ensemble du département"*.

- **A lire aussi.** [Seine-Maritime. Des restrictions d'eau à venir pendant l'été ? Le préfet appelle à des comportements citoyens](#)

Des restrictions d'usage à venir ?

"Ce passage en 'vigilance' de la Seine-Maritime, implique dès à présent une sensibilisation de l'ensemble des usagers de l'eau (individuel, professionnels, collectivités)", assure la préfecture. Tous

sont appelés à un comportement citoyen. Cette situation implique également un suivi renforcé de l'état des ressources en eau par les services de l'Etat et les exploitants des forages destinés à l'alimentation en eau potable, ainsi qu'une préparation des installations classées pour l'environnement en vue d'éventuelles restrictions : sensibilisation du personnel, établissement de plans d'action. En effet, *"si globalement le niveau des nappes est proche de la normale, certaines sont sur le point de basculer en modérément basses (zones 1, 2 et 7)"*, ajoute la préfecture. Même si la situation est moins favorable qu'en 2025 et devrait conduire à terme à des mesures de restrictions d'usage, ces dernières ne devraient cependant pas présenter un caractère critique.

Des études en cours

Le comité de suivi de la ressource en eau a pu aborder mardi 2 juin, les études en cours sur la connaissance des volumes prélevables. A ce jour, quatre territoires de la Seine-Maritime sont concernés : les bassins-versants du Cailly Aubette Robec, Bresle, Yères et Commerce. Ces études visent à améliorer la connaissance sur la ressource en eau, identifier d'éventuels déséquilibres entre la ressource disponible et les usages actuels, anticiper leurs évolutions futures et, le cas échéant, à définir les conditions d'une répartition équilibrée entre les différents usagers.

"Durant les prochains mois, des restrictions d'usage pourraient intervenir en particulier pendant l'été", annonce la préfecture.

Cantines scolaires : la Ville de Dieppe dépasse largement les objectifs fixés par la loi EGalim

Elisa Duval

5-7 minutes

Élus dieppois et directeur de l'Assiette dieppoise ont profité d'un déjeuner à la cantine de l'école Sonia Delaunay à Dieppe, mardi 2 juin 2026, pour dresser le bilan, positif, de la loi EGalim.



Par Elisa Duval

Publié: 3 Juin 2026 à 17h53 Temps de lecture: 1 min

« *Le bien manger des élèves ne doit pas dépendre des revenus des parents* », affirme Sarah Khedimallah, [adjointe à la réussite éducative, l'enfance et la jeunesse](#), lors d'un déjeuner à l'école Sonia Delaunay, à Dieppe, le mardi 2 juin 2026. L'occasion, aux côtés du maire Nicolas Langlois, Flore Berlingen, conseillère municipale à l'alimentation, aux circuits courts et à l'économie circulaire et Patrice Leblond, directeur de l'Assiette dieppoise, régie qui gère les cantines scolaires, de présenter le bilan des lois EGalim et « climat et résilience ».

« *Tous les repas sont fabriqués à Dieppe* », explique Flore Berlingen,

par l'Assiette dieppoise, [qui prépare chaque jour 1 900 repas](#), dont 1 700 pour les cantines. Le reste est destiné aux crèches et aux résidences pour personnes âgées. « *1 500 enfants dieppois mangent à la cantine, soit 80 % des enfants, alors qu'ils habitent proche de l'école* », expose Nicolas Langlois. « *Pour certains enfants, il s'agit du seul repas équilibré de la journée* », poursuit Sarah Khedimallah. D'où l'attention portée à sa qualité.

75 % de produits de qualité dont 27 % de bio dans les assiettes

La loi EGalim, visant à garantir un revenu décent aux producteurs et à favoriser une alimentation saine et qualitative, préconise un seuil de 50 % de produits labellisés durables et de qualité, dont 20 % de produits bio. « *Nous sommes bien au-delà du seuil, avec 75 % de produits de qualité, dont 27 % bio* », affirme Flore Berlingen. En 2022, c'était 29 %, dont 16 % bio. « *Le bio a été introduit en 2009. On n'a pas attendu la loi EGalim* », poursuit l'élue. 530 000 euros ont été dépensés en 2025 pour ces produits bio et de qualité. En matière de gaspillage, de bons résultats également : 47 grammes de nourriture par élève restent dans les assiettes à chaque repas, soit 10 % du repas. « *C'est deux fois moins qu'au niveau national* », assure Flore Berlingen.





47 grammes de nourriture sont gaspillés par repas et par élève dans les cantines dieppoises. C'est deux fois moins que la moyenne française. - Photo Boris Maslard / Paris Normandie

{ 36 % des élèves bénéficient de la gratuité de la cantine

Sarah Khedimallah, Adjointe chargée de la réussite éducative, l'enfance et la jeunesse

« *Nous voulons une justice sociale pour tous les enfants. Les tarifs de la cantine ont baissé il y a trois ans et sont gelés depuis* », ajoute

Sarah Khedimallah. Dans sa globalité, le repas coûte 12,5 €, service périscolaire compris, et revient aux familles entre 0,15 et 4,94 €, selon les revenus. « 36 % des élèves bénéficient de la gratuité de la cantine », précise-t-elle.



Toutes les cantines dieppoises sont des selfs, pour responsabiliser les enfants. - Photo Boris Maslard / Paris Normandie

Un repas végétarien par semaine, huit fruits et quatre poissons sur 20 repas consécutifs... l'élaboration des menus est très réglementée, explique Patrice Leblond, diététicien de formation. Il s'efforce de favoriser la viande française mais « *le marché public ne facilite pas la tâche, nous devons trouver des subtilités pour la garantir* », admet-il, ajoutant : « *Les parents veulent des produits locaux* ». « *On a envie que l'assiette soit de la meilleure qualité possible, on va poursuivre cette démarche* », conclut Flore Berlingen.

Lire aussi





[À Saint-Valery-en-Caux, pourquoi le concours de pêche en no kill est-il finalement reporté ?](#)



[On fait quoi ce week-end dans le pays de Bray ?](#)



[Mort suspecte à Blangy-sur-Bresle : le décès dû à une crise cardiaque](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Dieppe](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

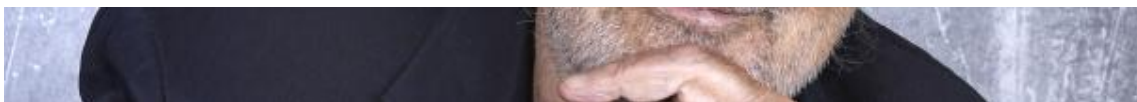
Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



[Qui sont ces menuisiers, couvreurs, maçons dieppois qui ont brillé dans un tournoi de football ?](#)





[« L'art ouvre la vue sur le monde, il réunit » : avant son passage à Dieppe, Pierre Arditi se confie](#)



[On fait quoi ce week-end dans le pays de Bray ?](#)



[Un voilier ramené au port de Dieppe par les sauveteurs de la SNSM](#)





[Mort suspecte à Blangy-sur-Bresle : le décès dû à une crise cardiaque](#)



[Cantines scolaires : la Ville de Dieppe dépasse largement les objectifs fixés par la loi EGalim](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

« Il y a une méconnaissance totale. » C'est quoi cet insecte mangeur de bois qui grignote Rouen ?

Robin Rioult

6-7 minutes

Le Gros Horloge est l'un des nombreux bâtiments de Rouen aux prises avec un nuisible omniprésent mais assez peu connu. Son nom est pourtant mignon : c'est la petite vrillette ! On vous la présente.



La « petite vrillette » se répand à Rouen. - Photomontage PND -
Wikipedia

Par Robin Rioult

Publié: 4 Juin 2026 à 06h55 Temps de lecture: 1 min

Si certains animaux domestiques sont particulièrement appréciés des Français, à l'image des chats et des chiens, d'autres sont des passagers clandestins de longue date. C'est le cas de la [vrillette dite « domestique »](#), un coléoptère xylophage qui a pris pour habitude de squatter les maisons et de pondre entre vingt et trente œufs dans les bois.

La période d'incubation peut aller jusqu'à dix ans ! Une fois les œufs arrivés à maturation, les vrillettes vont vivre leur vie ailleurs, creusent pour sortir du bois et laissent en guise de loyer des trous capables, à terme, de faire d'un vieux mur un gruyère instable.

Un insecte amateur de vieux bâtiment

Autant dire que les vieux bâtiments sont particulièrement concernés, et que la cité médiévale de Rouen est un terrain de jeu particulièrement apprécié des vrillettes. En s'y baladant, on la remarque rapidement : les traces laissées sont parfois aussi âgées que les maisons ! Mais certaines sont plus récentes. Et, à en croire [la récente mésaventure à 500 000 € du Gros horloge](#), la vrillette n'a pas quitté les lieux depuis.

« On parle volontiers du centre-ville de Rouen, mais toute l'agglomération est concernée », souligne [Sébastien Vieuxbled](#), expert chez Parasite Bois Expertise (PBE) à Rouen. Il travaille main dans la main avec [Jonathan Maubon](#), gérant de PBE et de Nordiag. Pour ce spécialiste, le constat est implacable : « la vrillette est un peu partout aujourd'hui, mais elle ne fait pas peur comme la mérule ou les termites alors que c'est un vrai sujet. »





Pour Sébastien et Jonathan, de Parasite bois expertise, le meilleur moyen de se débarrasser de la vrillette seraient de rendre certains diagnostics obligatoires, sur le modèle des termites. - PND

Un manque d'entretien...

« L'hypercentre de Rouen, on y passe tous un certain temps, reconnaît Thierry, également professionnel du secteur, qui a accepté d'échanger avec nous sous couvert d'anonymat. Il y a les infestations de champignons que tout le monde connaît, comme la mérule, mais aussi la vrillette qui vient pondre dans les bâtiments. Il ne faut pas grand-chose pour l'attirer. Comme mettre certains vieux bâtiments aux normes est compliqué, ils ne sont pas toujours en bon état à l'intérieur. »





Une petite vrillette à l'œuvre en Allemagne, 2006. - Wikipedia

Pourtant, comme les termites, les vrillettes ont la fâcheuse tendance à passer de bâtiment en bâtiment. « *Ce que l'on constate, c'est que, pour la vrillette comme pour la mérule, dans la grande majorité des cas, vous retrouvez toujours deux éléments déclencheurs : soit c'est un mauvais entretien, soit c'est une rénovation énergétique* », précise Sébastien Vieuxbled.

... et de mauvaises rénovations

Un constat qui a de quoi surprendre, mais les deux hommes de PBE sont catégoriques : lorsqu'ils viennent faire un constat dans une maison ancienne rénovée, dans 95 % des cas, les matériaux ne sont pas adaptés. Là où les bâtiments anciens nécessitent de la chaux ou de la laine végétale (lin, chanvre, fibre de bois, etc.), « *ce qui ne coûte pas nécessairement plus chers* », les professionnels constatent la présence de laine de verre « *ou encore pire, de polystyrène.* »





Les bâtiments anciens du centre-ville de Rouen nécessitent une prise en charge spécialisée, adaptée à leurs spécificités, en cas de rénovations énergétiques. - Photo d'archive PND

Un phénomène que les dispositifs comme Ma Prim'Rénov, peu informés de ces spécificités, n'auraient fait qu'amplifier. « *Il y a une méconnaissance totale du grand public sur ce sujet, mais aussi tout un savoir-faire qui s'est perdu* », regrette Jonathan Maubon.

Lire aussi



[À Rouen, 23 licenciements en vue au sein de l'association d'accompagnement social Emergence-s](#)





[Nouveau à Rouen : le restaurant Pulp Lunch mise sur les saveurs de l'Afrique pour séduire](#)



[Football. « C'est une première » : un jeune attaquant du Rouen Sapins FC signe pro avec un club européen](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)





À Rouen, 23 licenciements en vue au sein de l'association d'accompagnement social Emergence-s



« Il y a une méconnaissance totale. » C'est quoi cet insecte mangeur de bois qui grignote Rouen ?



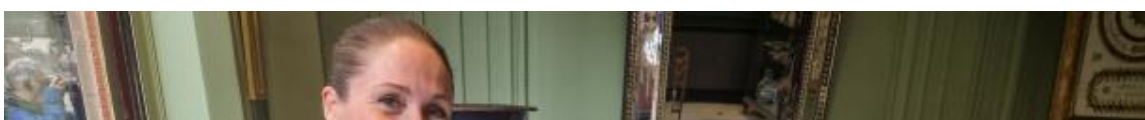
[Nouveau à Rouen : le restaurant Pulp Lunch mise sur les saveurs de l'Afrique pour séduire](#)



[Football. « C'est une première » : un jeune attaquant du Rouen Sapins FC signe pro avec un club européen](#)



[La Braderie du printemps 2026 démarre à Rouen : dates, quartiers et commerces concernés](#)





[Festival RAR des antiquaires à Rouen : c'est quoi ce plat qui pourrait se vendre jusqu'à 200 000 euros ?](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous